



HAL
open science

Le désarmement pour le développement dans la pensée économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le désarmement pour le développement dans la pensée économique. Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble, 1987, 6, pp.147-163. hal-02961889

HAL Id: hal-02961889

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02961889>

Submitted on 8 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le désarmement pour le développement dans la pensée économique

Jacques Fontanel

Université des Sciences sociales
Cahiers de la Faculté des sciences économiques de Grenoble

Juin 1987

Résumé : Si l'idée d'un désarmement pour le développement n'est pas nouvelle, elle n'a jamais été privilégiée par les économistes, lesquels se sont quand même toujours interrogés sur le coût de la défense et ses dérapages inévitables vers les guerres. Pour les néoclassiques, l'économie de marché conduit inexorablement à la paix, sauf si des considérations politiques sont développées. Par contre, pour les marxistes et socialistes, le capitalisme porte en lui les conflits, notamment de classe ou impérialistes. Dans le cas d'un colonialisme ou d'une domination militaire sur un autre pays, la guerre peut être considérée comme un facteur de développement si l'indépendance politique peut être reconnue, même par la force. L'école historique allemande considère même la guerre en général comme un facteur de révolution économique, car les besoins militaires ont joué un rôle prépondérant dans le phénomène de la concentration industrielle et du développement économique. En outre, l'économie peut elle-même constituer une arme. Finalement, peu d'économistes se sont penchés sur le désarmement pour le développement.

Abstract: while the idea of disarmament for development is not new, economists, who have always questioned the cost of defence and its inevitable slide into war, have never favoured it. For the neoclassic analyse, the market economy leads inexorably to peace, unless political considerations are developed. For Marxists and socialists, on the other hand, capitalism carries within it conflicts, especially class or imperialist ones. In the case of colonialism or military domination over another country, war can be considered a factor of development if political independence can be recognized, even by force. The German historical school even considers war in general as a factor of economic revolution, because military needs have played a predominant role in the phenomenon of industrial concentration and economic development. Moreover, the economy can itself be a weapon. Finally, few economists have focused on disarmament for development.

Désarmement, développement, guerre, paix, dépenses militaires, armement
Disarmament, development, war, peace, military expenditures, armament

Prévue pour juillet 1986 à Paris sous l'égide des Nations-Unies, la Conférence Internationale sur le Désarmement pour le Développement a été reportée au mois d'août 1987 à New York au siège de l'O.N.U., car la France ne désirait pas recevoir cette conférence en l'absence confirmée des Etats-Unis. Pourtant, le Président de la République française avait lui-même présenté ce projet, poursuivant par cette proposition une longue tradition diplomatique qui s'est traduite par les projets hélas avortés d'Edgar Faure et de Valéry Giscard d'Estaing. Par son discours du 28 septembre 1983, François Mitterrand proposait :

- 1) « D'abord déterminer le poids réel des armements. Et les questions se posent : comment surmonter les divergences, tant sur les données que sur les estimations, comment arrêter une base d'évaluation acceptée par tous ?
- 2) Apprécier ensuite les effets économiques internes et externes de la croissance des dépenses militaires.
- 3) Comment mesurer la relation entre l'évolution des dépenses militaires et les principaux facteurs de désordre économique international ?
- 4) Aborder enfin et sans délai, ces mises au point faites, le sujet essentiel qui est celui des possibilités et des modes d'affectation à des tâches d'intérêt collectif humain (santé, formation professionnelle, développement agricole dans les pays du Tiers-Monde) des moyens importants qui seraient dégagés par une réduction progressive, mais méthodique, des dépenses militaires dans les principaux pays. Et ces questions encore : comment assurer un effet économique favorable de ces réductions et de ces conversions dans les pays contributeurs eux-mêmes ? Comment concevoir des mécanismes d'aide à la conversion ? ».

L'idée d'un désarmement pour le développement n'est pas nouvelle, mais malgré sa popularité, elle n'a jamais pu s'imposer. Les dépenses militaires sont conçues, par les économistes, comme des dépenses improductives. Leur réduction devrait donc conduire, au moins à long terme, à un surplus de croissance de l'économie mondiale. Cependant, le monde contemporain n'est pas marqué par le cosmopolitisme ; il est divisé en Etats, aux objectifs souvent contradictoires. Il y a deux théories extrêmes : l'armement pour

le développement et le désarmement pour le développement. Entre ces deux possibilités, de nombreuses situations concrètes sont susceptibles d'apparaître, dépendant étroitement des conditions économiques et stratégiques de chaque Etat.

Les facteurs économiques sont toujours très difficiles à analyser, car ils ne se renouvellent jamais pareils à eux-mêmes. Ce qui est satisfaisant dans une situation est néfaste dans une autre. On peut, par exemple, concevoir qu'à très court terme un investissement pour un produit militaire ait des incidences positives sur une industrie ou une entreprise, leur permettant de s'implanter fortement sur le marché national et de créer un pôle de développement régional. Mais la même politique peut conduire plutôt à un gaspillage, à des habitudes de gestion désastreuses, ou à des tentations d'hégémonie économique par la menace de guerre. Un fait n'est jamais entièrement positif ou négatif. Les circonstances internationales ou la qualité de l'insertion de l'activité industrielle militaire dans la réalité économique peuvent modifier drastiquement les conséquences d'un effort de défense sur l'ensemble de l'économie nationale. Dans un monde en crise et séparé par les idéologies et les intérêts divergents, la sécurité des Etats constitue une priorité. C'est pourquoi il est nécessaire de préciser le statut théorique du désarmement pour le développement dans les différents courants de pensée, quand bien même les grands auteurs n'ont pas toujours analysé, dans le détail, ce problème particulier. Il s'agit donc d'une lecture orientée qui cherche à déterminer, par la logique des idées, la conception particulière des économistes sur le thème du désarmement pour le développement. La thèse de l'armement pour le développement a toujours existé, lorsque les économistes se sont éloignés de l'économie cosmopolite. Dès qu'intervient l'Etat dans la réflexion économique, la défense militaire est soit négligée (ce qui a contrario semble indiquer qu'elle n'a pas d'influence particulière sur l'économie), soit ses effets sont analysés selon les situations économiques concrètes. Il est intéressant de connaître l'analyse des grands courants de pensée économique qui dominent actuellement la science économique, pour essayer de comprendre l'opportunité, d'un point de vue strictement économique, du désarmement pour le développement. Nous analyserons successivement :

- L'école classique,
- Les courants socialistes et marxistes,
- La pensée keynésienne,
- La conception néo-classique,
- La défense armée comme facteur de développement.

1. L'école classique

Pour les classiques anglais, l'intérêt individuel conduit au bien-être et à la prospérité. L'intervention de l'Etat dans l'économie n'est pas recommandée, car les individus ont des intérêts complémentaires et les Nations appartiennent à une communauté universelle favorisant la division internationale du travail, grâce à la liberté des échanges. La guerre et la préparation à la guerre sont fondamentalement des variables expliquées par l'esprit de monopole. Smith (1776) et Ricardo (1817) condamnent la pensée mercantiliste dominée par la volonté d'hégémonie économique et politique du Prince. Les conflits armés ou leur menace sont des phénomènes exclusivement politiques et ils peuvent donc être évités par des accords entre les Etats. Etant entendu que les dépenses militaires sont improductives, un accord de désarmement entre les Etats ne peut alors que favoriser le développement.

Cependant, Adam Smith considère que les forces militaires sont nécessaires pour assurer la souveraineté des Etats. Parce qu'elle est supposée plus efficace, il recommande même l'utilisation d'une armée de métier de préférence aux milices à mi-temps. Dans ces conditions, une économie développée peut plus aisément se protéger contre des voisins pauvres et barbares. Ainsi donc, si la guerre est condamnable et est contraire aux principes bien compris de l'économie de marché, les Etats ont le devoir de se protéger contre leurs voisins. Cette contrainte est d'ordre politique, même si son coût économique n'est pas négligeable. Adam Smith ne s'interroge pas sur le désarmement pour le développement, sinon dans un sens plutôt négatif. Il considère que les économies développées sont menacées, car suffisamment riches pour soulever les convoitises. Si elles ne se protègent pas, elles encourent le risque évident de la guerre. Dans ces conditions, le désarmement des pays riches est dangereux. Le développement généralisé précède alors le désarmement. Mac Culloch défendra, dans cette direction, la constitution d'une armée forte de dissuasion destinée à favoriser le développement de la liberté de commerce. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est une idée dangereuse si elle conduit à des déséquilibres susceptibles de rendre les conflits possibles.

Davide Ricardo est davantage préoccupé par le coût de la défense et les dérapages inévitables des gouvernements vers les guerres. La rupture des échanges, les conflits économiques internationaux, la recherche d'autonomie économique des Etats sont autant d'obstacles à un développement économique optimal. Il analyse la guerre comme un phénomène exclusivement politi-

que, ayant des incidences économiques considérables. La croissance des dépenses militaires, surtout lorsqu'elle a été permise par l'emprunt, conduit inéluctablement à la guerre. On peut alors comprendre que, dans ces conditions, un désarmement négocié pourrait être un facteur de développement.

Malthus (1803) considère que la guerre est souvent le résultat d'un développement insuffisant par rapport à la croissance de la population. Les périodes de préparation à la guerre peuvent même constituer un aiguillon au développement économique, du fait de l'accroissement de la demande globale. Cependant, à long terme, la préparation à la guerre n'est pas économiquement efficace. Elle peut provoquer des effets positifs à court terme, mais aussi elle conduit inexorablement aux conflits, qui pèsent alors lourdement sur les économies concernées.

Pour les libéraux français, la paix est indispensable au développement harmonieux des nations et elle ne peut être assurée qu'en limitant le développement d'armées puissantes. Jean-Baptiste Say (1816) condamne même la colonisation, car il est convaincu que la politique libre-échangiste devrait favoriser la paix universelle. Dans ce cas, c'est le développement lui-même qui favorise le désarmement. Avec l'industrialisation des économies de marché, l'ouvrier et les entrepreneurs ont des intérêts économiques communs et ils sont alors en situation d'imposer la paix et la réduction des dépenses improductives.

Ces idées ont été développées par de nombreux auteurs. Pour Nef (1949), par exemple, c'est la paix qui stimule l'activité d'un pays, alors que la guerre paralyse les relations commerciales, détruit les productions et retarde l'application civile de la recherche. Parmi les auteurs contemporains, Seymour Melman (1971) souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie : perte de compétitivité, développement de la bureaucratie, diminution de l'investissement productif, etc... Pour lui, le désarmement pour le développement s'impose. Les complexes militaro-industriels sont condamnables, d'une part parce qu'ils diminuent les potentialités de croissance économique et d'autre part parce qu'ils sont immoraux et irrationnels. La véritable solution au désarmement est dans ce contexte uniquement politique, le désarmement conduisant nécessairement à une amélioration des potentialités de développement.

2. Le courant socialiste et marxiste

Pour les socialistes « utopiques », le bien-être des populations s'oppose au développement des dépenses militaires. Pour Saint-Simon (1819) l'ignorance des réalités économiques conduit les gouvernants à chercher à accroître leurs richesses par la menace de guerre ou la guerre elle-même. Lorsque les industriels auront pris le pouvoir, la guerre disparaîtra. L'armée devrait être réorganisée vers des objectifs productifs, afin de la préparer au désarmement. Cette idée est reprise par Proudhon (1861) pour lequel la société industrielle doit se substituer à la société militaire. La révolution industrielle, en faisant disparaître le paupérisme, élimine la principale cause des guerres. C'est dans la misère que se terre le virus des conflits. C'est donc par le développement que l'on devrait éliminer les armes et la révolution industrielle est capable de créer un tel mouvement.

Pour Fourier (1848), l'armée est improductive, le service militaire est très néfaste car il fait perdre aux jeunes recrues le goût du travail. L'armée doit être productive, elle serait responsable de grands travaux de reboisement ou d'irrigation. La guerre ne peut être justifiée que si elle conduit à la transformation de l'ordre social. Le courant pacifiste des socialistes est resté très fort jusqu'à notre époque, comme en témoigne l'importance des sensibilités socialistes dans le mouvement pacifiste.

Si Marx et Engels (1848) n'ont pas particulièrement analysé le désarmement, ils n'en ont pas moins une conception originale de la stratégie mondiale. La paix n'a pas une vertu morale en elle-même. La guerre et les conflits appartiennent au domaine de la superstructure et sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. La lutte des classes provoque les conflits armés entre les Etats et entre les classes. Marx redoute les effets de la guerre sur l'idéal révolutionnaire du prolétariat, qui peut se trouver divisé internationalement par les querelles des capitalistes. Dans ce cas, le désarmement est souhaitable, mais il ne peut engendrer le développement indépendamment d'une rupture radicale avec le capitalisme et l'émergence du socialisme. En fait, le système capitaliste porte en lui les germes de la guerre. Ce n'est qu'avec sa disparition que le désarmement aura des possibilités d'expression dans le cadre d'économies socialistes tournées vers la construction du communisme. Autrement dit, la paix universelle est incompatible à long terme avec le capitalisme. L'idée de la révolution prolétarienne internationale souligne l'intérêt très limité que Marx et Engels accordent au concept de désarmement.

Pour Rosa Luxembourg (1913), l'effort militaire est très utile au développement des économies capitalistes, d'abord comme catalyseur de l'accumulation primitive, ensuite comme instrument de domination coloniale des peuples, enfin comme facteur hégémonique de lutte entre les pays capitalistes pour se partager le reste du monde. L'armement sert donc à affirmer la puissance du capitalisme. Pour Lénine (1916), l'impérialisme des monopoles conduit au partage capitaliste du monde, favorisant les tensions entre les grandes puissances. L'impérialisme est alors conçu comme le stade suprême du capitalisme, marqué par des guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde. Dans ces conditions, il est difficile de concevoir un désarmement, puisque la force militaire est un instrument d'affirmation du capitalisme sur les formations économiques et sociales concurrentes.

La réflexion marxiste a été enrichie par Baran et Sweezy (1966). Située délibérément dans l'école de la sous-consommation, elle considère que les dépenses militaires constituent un facteur essentiel d'absorption du surplus (conçu comme la différence entre ce qu'une société produit et ce qu'il lui en coûte pour produire) que le capitalisme monopoliste secrète. Les grandes firmes cherchent à maximiser leurs profits et dans un univers oligopolistique, elles sont amenées à réduire leurs coûts. Le surplus peut effectivement être absorbé par la consommation des capitalistes, par l'investissement, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont les plus efficaces dans ce rôle ; en effet, elles sont conformes à la logique capitaliste en ne redistribuant pas des revenus sociaux à ceux dont la productivité est faible et elles sont aisément admises par la société civile qui souhaite l'amélioration de la sécurité et de la souveraineté nationale. De nombreuses critiques de cette thèse ont été formulées, mais dans cette conception, il est clair que le désarmement ne peut intervenir sans une transformation radicale du capitalisme.

La thèse de l'économie des armes permanentes de Kidron (1970) fait l'hypothèse selon laquelle les dépenses militaires exercent une pression positive sur les profits, sur l'investissement, sur la demande de travail et sur la technologie. Acceptable politiquement, la course aux armements stabilise les risques de surproduction du système capitaliste. Cette conception est contestée par Ron Smith (1977) qui considère que le capitalisme a besoin, pour survivre, d'une superstructure politique et militaire puissante pour défendre le système économique contre le communisme, maintenir la confiance dans l'hégémonie américaine et conserver l'ordre existant. Cette

même si elle s'inscrit délibérément dans la contestation de l'ordre capitaliste contemporain.

Enfin, pour Gunder Frank (1972), le colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. La domination étrangère s'appuie largement sur la puissance militaire, soit par l'occupation du terrain, soit par l'intimidation ou par la mise en place de collaborateurs nationaux. Cependant, la transnationalisation du capital conduit à réduire l'apparence nationale du capitalisme et à libérer les travailleurs de leur traditionnel dilemme entre leur rejet du capitalisme et leur conscience nationale. Les conflits sont immanents au capitalisme, seules leurs expressions évoluent. L'idée du désarmement pour le développement s'inscrit dans cette lutte.

Dans ces conditions, l'idée même d'un désarmement pour le développement est satisfaisante, puisque le capitalisme ne pouvant survivre à la réduction de son potentiel militaire, céderait la place à une formation économique et sociale socialiste, supposée d'ailleurs différente des régimes socialistes contemporain, dont la nature réelle est rarement précisée. Cependant, il est illusoire de penser que le capitalisme se laissera guider sans réaction vers sa disparition. Si dans l'absolu le désarmement pour le développement constitue certainement un facteur de progrès, il n'est pas évident qu'un consensus suffisant s'exprime pour faire taire tous les intérêts divergents. Le désarmement pour le développement n'est alors concevable que dans le cadre d'une Nation qui déciderait, conjoncturellement ou non, de réduire son effort militaire pour accroître ses potentialités de production et améliorer sa puissance économique. Ce choix est aussi un double pari : 1) d'abord que les ressources libérées seront utilisées avec suffisamment de discernement pour accélérer le développement économique et 2) que les Etats voisins ou concurrents ne profiteront pas de cette réduction de puissance militaire pour exercer des effets de domination ou pour envahir le pays. Bien sûr, les cas du Japon et de l'Allemagne sont souvent présentés comme des exemples de cette forme particulière de non armement pour le développement mais, comme le rappellent Fontanel et Matière (1985) c'est oublier un peu vite que leur protection est assurée de l'extérieur.

L'analyse marxiste suggère que le désarmement est une procédure inutile et dangereuse pour le capitalisme. Dans cette optique, si la course aux armements est une nécessité du système capitaliste, il est difficile de concevoir que les dirigeants qui en vivent décident de couper la branche sur laquelle ils sont assis. Dans le monde contemporain, le désarmement pour le développement est impossible, à moins que le capitalisme ait suffisamment

peu de soutien pour accepter, par le désarmement, son inéluctable déclin. Lorsqu'une véritable procédure de désarmement sera engagée, selon la conception marxiste, les fondations du capitalisme seront suffisamment ébranlées pour que le développement s'impose avec l'avènement du socialisme.

3. La pensée Keynésienne

D'après Keynes (1921), la prospérité des périodes précédant les guerres sont dues à l'accroissement de la demande de biens et services nécessaires à la défense et au plein emploi qui en résulte rapidement grâce à l'effet multiplicateur. Les forces de combat ne sont qu'un élément de la machine de guerre, car l'économie doit être en mesure de maintenir cet effort. L'économie de guerre permet la réduction de la consommation personnelle résiduelle et conduit à un processus inflationniste. Cependant, Keynes ne se préoccupe que de la gestion de l'économie de guerre et il n'aborde pas vraiment les raisons profondes des conflits et les potentialités concrètes du désarmement pour le développement.

En situation de sous-emploi, les dépenses militaires, comme les autres dépenses publiques, exercent un effet positif sur la croissance économique, car elles relancent la demande intérieure, par l'augmentation de la masse salariale versée et les achats de matériels d'armement domestiques. Elles peuvent donc provoquer le fameux « effet multiplicateur ». Il existe plusieurs critiques importantes à cette analyse qui a pourtant justifié en grande partie, aux yeux de nombreux théoriciens, l'effort de réarmement de l'Allemagne et du Japon pendant l'entre deux guerres :

- La relance par les dépenses publiques peut tout aussi bien se faire avec les dépenses civiles et bien que les analyses divergent quant à leurs influences respectives, il est indéniable que, quel que soit le pays, les dépenses militaires ne sont pas économiquement les plus efficaces, sauf si une guerre victorieuse permet à la Nation de s'approprier les richesses du pays vaincu. Cependant, globalement, cette situation s'apparente à un jeu à somme négative.
- Les dépenses militaires peuvent accroître la demande sans que l'offre des secteurs industriels soit en mesure de la satisfaire, provoquant ainsi un essor des importations et de l'inflation, propice à l'émergence d'une crise économique plus ou moins grave.
- La croissance économique ne conduit pas nécessairement au développement. Elle peut conduire à des impasses. Il est aisé d'imaginer qu'un pays

reçoive, pour une courte période, des effets positifs de son industrie d'armement. Cependant, l'apparition de nouveaux systèmes d'armes peut réduire à néant la compétitivité des firmes qui ne disposent pas d'une recherche-développement suffisante pour compenser à terme leur retard. Ce qui est souvent la situation potentielle des industries d'armement des pays en voie de développement.

— En outre, la plupart des études soulignent l'effet de substitution à l'investissement des dépenses militaires. Autrement dit, chaque fois que les dépenses militaires augmentent dans un pays, la croissance de l'investissement national diminue. Si à court terme, la demande restant constante, la croissance peut se maintenir, il en va différemment de ses perspectives à moyen terme, à partir du moment où son vecteur fondamental dans l'avenir n'est pas assuré à son niveau optimal.

— Enfin, en période de plein emploi, le fameux choix entre le beurre et le canon réapparaît. La réponse ne dépend pas évidemment des seuls critères économiques. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est positif, si les personnels ou matériels peuvent être utilisés dans l'économie civile.

4. La conception néo-classique

L'analyse néo-classique ne s'intéresse pas vraiment aux relations de pouvoir dans l'économie mondiale et les réflexions stratégiques qu'elle développe restent généralement limitée à la course aux armements nécessaires pour combattre les pays du Pacte de Varsovie sur le double terrain militaire et économique.

Les économistes néo-classiques analysent les dépenses militaires comme un bien collectif public improductif. Il existe dans chaque société une fonction de bien-être social, qui est maximisée sous contraintes. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. Pour lutter contre le socialisme, la course aux armements est rationnelle, car elle favorise la dissuasion. Dans ce contexte, les dépenses militaires limitent les potentialités de croissance de l'Union Soviétique et réduisent donc sa menace à plus long terme.

La théorie des modèles de course aux armements est intéressante, en ce sens qu'elle essaie d'intégrer les dépenses militaires dans l'analyse néo-classique. L'idée est de percevoir l'influence réciproque des stratégies des

grandes puissances. La question est de savoir si ce processus d'Action-Réaction ne conduit pas inéluctablement à la guerre et si la course aux armements n'est pas alors un phénomène irrationnel. L'analyse de Richardson (1960) mettait en évidence le fait que l'accroissement des budgets de préparation du guerre accroissait indéniablement la probabilité de guerre. Cette analyse, trop mécaniste, a été développée, notamment par Intriligator et Brito (1985).

L'une des questions fondamentales des relations internationales est de savoir si la course aux armements conduit inexorablement à la guerre. Les guerres peuvent-elles être expliquées comme le résultat de comportements rationnels et devenir un objet d'analyse par les sciences sociales ? Pour Intriligator et Brito, il est nécessaire d'analyser la relation entre les courses aux armements et l'irruption de la guerre à partir d'un modèle formel qui incorpore quelques développements récents de la théorie des agents et de l'information asymétrique. La force militaire constitue un instrument de redistribution des droits de consommation important entre les pays. Deux situations sont analysées. La première période représente une course aux armements dans laquelle les pays choisissent entre leur consommation ou l'investissement en armes. La seconde période est marquée par une crise internationale de concurrence entre les Etats qui font appel à la force ou à la menace pour une meilleure réallocation de leurs ressources.

Le modèle est construit sur les travaux récents sur l'information asymétrique et il utilise les développements modernes des modèles d'auto-sélection et d'équilibre séquentiel. Deux concepts d'équilibres sont introduits. Le premier est un *équilibre séparé* dans lequel l'agent non informé cherche à persuader l'autre partie de révéler les caractéristiques pertinentes de sa force. Le second est celui d'un *équilibre commun* dans lequel l'agent non informé ne cherche pas à persuader l'autre partie de révéler les informations significatives de ses forces et de son degré d'aversion à la guerre (mesurée par la comparaison entre l'utilité de la consommation et la désutilité de la guerre). Dans ces conditions, l'armement sert aussi bien dans le cadre d'un conflit non armé (la menace) que dans le cadre de la guerre. La question est de savoir comment le conflit conduit à la guerre et quels sont les résultats comparés entre la guerre et le conflit pour chaque Etat. Dans certains cas, la course aux armements conduit inexorablement à la guerre, alors que dans d'autres cas, elle peut favoriser l'émergence d'un équilibre stable dans lequel chaque partie dissuade l'autre d'intervenir militairement sur son sol. Le facteur clef de ces différents cas est la distribution des richesses initiales.

La redistribution des droits économiques peut être un mécanisme de rééquilibre des relations internationales. Cela dépend du degré d'information des parties, car les pays cherchent à bluffer pour essayer d'obtenir une meilleure part du gâteau. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est une politique qui peut s'insérer dans la stratégie des Etats pour s'assurer une part satisfaisante de la redistribution internationale des richesses.

Ces analyses conduisent à émettre plusieurs hypothèses. Cependant, dans le cadre du désarmement pour le développement, la lutte des systèmes subsiste, mais elle s'exprime sous une forme différente et certainement temporaire. Dans ces conditions, l'idée même du désarmement pour le développement entre dans la course au pouvoir ou à la domination des Etats ou des systèmes.

5. La défense armée, comme facteur de développement

La théorie mercantiliste regroupe des conceptions parfois assez divergentes, mais l'idée de la nécessité d'un Etat économiquement fort et unifié autour du Prince n'a jamais fait l'objet d'une critique. Les mercantilistes identifient la richesse à l'accumulation des métaux précieux et ils recommandent aux Princes une politique d'autarcie économique. En fait, ce n'est pas le bien-être qui constitue l'objectif fondamental de l'économie, mais plutôt la puissance du Prince (Bodin, 1580). Dans ces conditions, les mercantilistes ne recherchent pas l'optimum économique de la Nation, surtout si celui-ci conduit une autre Nation à accroître son pouvoir. En d'autres termes, il est préférable d'avoir moins de richesses, si les autres pays sont encore plus pauvres. Entreprendre une action qui conduirait à enrichir le pays, mais à diminuer son importance politique par rapport aux autres pays n'est évidemment pas recommandé. La défense du pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse enrichit l'Etat. L'avantage d'une Nation dans la guerre réside dans la constitution d'un trésor de guerre. Si le commerce est un moyen efficace de domination des peuples, l'Etat doit se préoccuper de construire les moyens d'une domination militaire et politique. Le Prince est appauvri si les autres pays se développent. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement, sauf dans une optique machiavélique qui ne pourrait évidemment pas conduire à une paix durable, est un leurre et une absurdité.

Ces idées ont été approfondies ultérieurement par List (1857), partisan inconditionnel du système national d'économie politique. L'existence des

nations conduit inéluctablement à la lutte entre les peuples, au moins tant que les frontières naturelles ne sont pas dessinées. Bien sûr la collaboration internationale est souhaitable, mais elle est étroitement liée à la sécurité internationale. Ce n'est pas le développement du commerce qui est un facteur de paix, mais bien l'union des peuples qui permet l'essor des échanges. La Nation est une étape vers le cosmopolitisme, mais celui-ci ne peut être fondé que sur les nationalités. Dans un premier temps, il est nécessaire de renforcer militairement la nation allemande, car la puissance importe plus que la richesse. Si la guerre est un fléau et donc si la paix est souhaitable, le protectionnisme (qui est pourtant un acte de guerre) et l'accroissement de l'effort militaire (que List défend au nom du pacifisme) favorisent le développement des forces productives. Les pays peu avancés dans la voie de l'industrialisation se doivent de se protéger économiquement par le protectionnisme et politiquement par le développement des forces militaires. Le laisser-faire conduit inexorablement à la domination des plus forts. L'école historique allemande insistera sur la nécessité des conflits, quels que soient les régimes ou les systèmes économiques. Une guerre juste victorieuse est un progrès de l'humanité et Knies considère même que les dépenses militaires sont les dépenses les plus productives de l'Etat. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est une idée inacceptable, utopique et régressive.

Pour Sombart, la révolution industrielle européenne a été le fruit de la guerre. Les besoins militaires ont joué un rôle prédominant dans le phénomène de concentration industrielle.

Ces théories ne sont pas tombées en désuétude, même si leur expression est différente. La doctrine de l'autarcie soutenue par les régimes fascistes, les analyses modernes de la théorie des jeux appliquée aux relations internationales (Brewer & Shubik, 1979), la thèse de l'échange inégal (Emmanuel, 1969), le concept de guerre économique se situent partiellement dans ce courant de pensée. Les analyses modernes en termes de domination trouvent leurs origines dans les conceptions mercantilistes ou nationalistes de List. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est une idée utopique, car elle ne tient pas compte de la réalité du pouvoir et elle suppose que l'optimum économique est l'objectif fondamental de l'action humaine. Or, la lutte pour le pouvoir est pourtant inscrite dans les fibres de la condition humaine et domine toute autre forme de rationalité.

Galbraith (1967) s'est interrogé, avec d'autres scientifiques, sur les risques de l'idée de la disparition des guerres. Le désarmement, sous-produit de la paix ou sa condition préalable, aurait des conséquences économiques

immédiates. La conversion des dépenses militaires à d'autres fins est particulièrement difficile, surtout si le degré de spécialisation de la production de guerre (notamment nucléaire et spatiale) est élevé. Il existe incontestablement un manque de souplesse qui implique la mise en place d'un désarmement très progressif, car aucun changement fondamental des structures générales de l'économie n'est généralement souhaité par les gouvernants et les gouvernés. Une aide de l'Etat est nécessaire pour résoudre les problèmes de structure et favoriser l'émergence de nouvelles formes de consommation. Or,

« 1) Aucun des programmes proposés concernant la reconversion économique nécessitée par le désarmement ne tient suffisamment compte de l'ampleur exceptionnelle des ajustements qu'elle entraînerait.

2) Toutes les propositions pour une transformation de la production de guerre en projets de travaux publics de bienfaisance expriment plus des vœux pieux qu'une compréhension réaliste des limites qui caractérisent notre système économique actuel.

3) Les mesures monétaires et fiscales sont inadéquates, en tant que procédés de contrôle des processus de transition vers une économie désarmée.

4) Il n'a pas été accordé une attention suffisante à la question de savoir si les objectifs de ces hypothèses de reconversion étaient politiquement acceptables, non plus qu'aux moyens politiques qui devraient être utilisés pour effectuer cette transition.

5) On n'a pas envisagé sérieusement, dans aucun des plans de reconversion proposés, les fonctions non militaires d'une importance fondamentale, pas plus qu'il n'a été procédé ouvertement à une quelconque tentative pour découvrir des substituts valables à ces fonctions. »

La guerre a des fonctions importantes ; elle fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationales ; la possibilité permanente d'y recourir est le fondement même de la stabilité des gouvernements. La subordination des citoyens à l'Etat est largement dépendante de la sécurité internationale. La guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales, tout en assurant l'équilibre écologique entre la population et les ressources disponibles. Même en matière d'art, la guerre a été créatrice. Les substituts à la guerre sont difficiles à mettre en place. Au plan économique, il faudrait développer un système de gaspillage indépendant de l'économie normale de l'offre et de la demande. De nouvelles institutions devront être créées pour éviter la destruction de la société et l'adhésion des citoyens à une autorité politique. Ainsi, l'arme économique pourrait maintenir l'instinct grégaire des Nations, ce qui à terme ne manquerait pas de reposer le problème de

l'armement. Le système fondé sur la guerre a démontré son efficacité depuis les débuts de l'histoire ; il a fourni les bases nécessaires au développement de nombreuses civilisations. S'il était nécessaire de choisir de façon irrévocable entre le maintien ou la destruction du système fondé sur la guerre, le bon sens conseillerait le premier choix. Le désarmement pour le développement serait donc une idée plutôt dangereuse et en tout cas inapplicable dans le monde contemporain.

Pour Bouthoul (1961), la guerre est un mal nécessaire, qui permet notamment d'apporter une solution cruelle à la croissance démographique excessive. Elle est irremplaçable pour réaliser les fonctions de rééquilibrage et de réajustement démo-économiques. Alors que Malthus affirme que la guerre est évitable par la contrainte morale, Bouthoul la juge nécessaire. Cet avis favorable sur le conflit armé est partagé par Tawney (1943) et Mandel (1975) qui estiment que la guerre crée la pénurie artificielle, qu'elle supprime le chômage et qu'elle accélère le progrès technique.

Pour Jacques Attali (1978), la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. La phase de non-bataille conduit à l'essor des dépenses militaires et au développement de réseaux automatisés d'autosurveillance. La phase de la guerre locale détruit les réseaux anciens de communication et les industries en aval de ce réseau ; la phase de guerre étendue permet la redistribution du contrôle du pouvoir en faveur des pays industriels dominants. Pour Attali, l'histoire du capitalisme implique l'émergence d'une phase brutale qui, si elle ne donne pas lieu à une guerre militaire, conduit au développement de l'aliénation symbolique. Dans la même ligne de pensée, Marc Guillaume (1976) distingue le code du capital et le code du pouvoir ; le premier met en évidence la signification sociale des marchandises comme fondement de leur valeur ; les inégalités qui en découlent conduisent à la lutte permanente contre la rareté ; elles conduisent inexorablement au maintien de la lutte des classes dans un système capitaliste fortement inégalitaire. Le code du pouvoir s'édifie par contre sur la hiérarchie bureaucratique et le monopole du savoir ; il est volonté de puissance. Si la guerre civile est inscrite dans le mode de production capitaliste, la guerre est rédigée par le code du pouvoir.

Enfin, l'idée de l'existence d'une guerre économique généralisée accroît la complexité du désarmement pour le développement. En effet, un désarmement militaire qui ne s'accompagnerait pas de mesures spécifiques

de redistribution volontaire des richesses n'aurait aucun sens, puisque les conflits se perpétueraient, avec son lot de misère et de violence civile.

On le voit, les économistes sont très partagés sur l'idée d'un désarmement pour le développement et il semble même y avoir une large majorité en faveur de la quasi-impossibilité de sa réalisation. Plusieurs raisons justifient cette analyse :

- 1/ la coexistence des deux systèmes économiques est impossible car ils sont à la fois impérialistes et antagoniques.
- 2/ Les Etats doivent protéger leurs richesses sous peine d'être menacés et privés d'une partie de leurs droits de distribution mondiale des richesses.
- 3/ La guerre est souvent synonyme de transformations profondes des sociétés permettant une régulation démo-économique et le développement de nouvelles techniques et industries.
- 4/ Le désarmement est plutôt la conséquence du développement.
- 5/ Les conflits ne s'arrêtent pas aux armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques et culturelles.

Finalement, peu nombreux sont les courants de pensée qui imaginent possible le désarmement pour le développement, compte tenu des contraintes internationales qui prévalent depuis l'avènement du capitalisme et du socialisme. Il faut cependant noter qu'aucune théorie n'essaie d'intégrer le facteur particulier du nucléaire qui empêche de continuer à réfléchir en termes de survie du capitalisme ou du socialisme, mais plutôt en termes de survie de l'humanité.

BIBLIOGRAPHIE

- La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Préface GALBRAITH, Présentation Christian SCHMIDT, Calman Levy, Paris, 1984.
- FONTANEL J. : *L'analyse de la guerre dans la pensée économique* », ARES, Défense et Sécurité, 1977.
- MARX & ENGELS : *Le manifeste du Parti communiste*, coll. 10/18, Paris, 1860, Edition 1984.
- BODIN : *La République*, Paris, 1580.
- EMMANUEL A. : *L'échange inégal*, Maspéro, 1969.
- PERROUX : *Pouvoir et Economie*, Dunod, Paris, 1973.
- RICARDO : *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817).
- SMITH Adam : *La Richesse des Nations* (1776).
- SAY J.B. : *Traité d'économie politique* (1816).
- MALTHUS : *Principes d'Economie Politique* (1803).
- SAINT-SIMON : *Essai sur la politique* (1819) *L'industrie* (1817).
- PROUDHON : *La guerre et la paix*, (1861).
- FOURIER : *Théorie de l'Unité* (1848).
- SILBERNER : *La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques*, Sirey, Paris, 1957.
- LIST : *Le système national d'économie politique* (1857).
- LÉNINE : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. Sociales, 1971.
- LUXEMBOURG : *L'accumulation du capital*, Maspéro, 1967.
- BARAN & SWEEZY : *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, 1968.
- FRANK A. : *Le développement du sous-développement*, Maspéro, 1972.
- BOUTHOU : *Sauver la guerre*, Grasset, 1961.
- TAWNEY : *The abolition of economic control*, Economic History Review 1943.
- KEYNES : *How to pay the war*, London, 1921.
- NEF U. : *La route vers la guerre totale*, A. Colin, 1949.

- PIATIER : *L'économie de guerre*, Librairie de Droit et de Jurisprudence, Paris 1939.
- ARON : *Guerre et Paix entre les Nations*, Calmann Levy, 1962.
- ATTALI : *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris, 1978.
- GUILLAUME M. : *Le capital et son double*, PUF, Paris, 1976.
- MAGDOFF H. : *Militarism and imperialism*, American Economic Review, May 1970.
- MANDEL E. : *Late Capitalism*, New Left Book, 1975.
- MELMAN S. : *The war economy of the United States*, St Martin's Press, 1971.
- RATTINGER : *Armaments, detente and bureaucracy*, Journal of Conflict Resolution, 1975.
- RICHARDSON L.F. : *Arms and Insecurity*, Benwood, 1960.
- SMITH R.P. : *Military expenditure and capitalism* - Cambridge Journal of Economics, 1977.
- GEORGIU : *The political Economy of Military Expenditure* - Capital & Class, Spring 1983.
- BRITO D.L. & INTRILIGATOR M.D. *Arms races and the outbreak of war. Application of principal-Agent relationships and asymmetric information.*
- FONTANEL J. : *L'économie des armes* - Collection Repères - La Découverte. 2ème édition, Paris, 1984.
- COLARD D., FONTANEL J., GUILHAUDIS J.F. : *Le désarmement pour le développement - Un pari difficile*. Collection les Sept Epées, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Cahier n° 19, 1981.
- BREWER & SHUBIK : *The war game, a critique of military problems solving*. Harvard University Press, 1979.
- CHAN Steve : *The impact of defense spending on economic performance : a survey of evidence and problems*. Orbis, Summer 1985.
- FONTANEL & SMITH : *Analyse économique des dépenses militaires*. Stratégique, 3e trimestre 1985.